

2° pour la section Ecologie des sites :

- l'étude de la diffusion et de la dynamique des espèces, des populations et des communautés en relation avec le milieu ainsi que du fonctionnement des paysages et leurs composants;
- l'élaboration et la mise à jour de la Carte d'évaluation biologique comme cadre de référence.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1991.

Art. 4. Le Ministre communautaire de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 mars 1991.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Environnement,
de la Conservation de la Nature et de la Rénovation rurale,

T. KELCHTERMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 1214

25 OCTOBRE 1990. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon fixant les conditions d'agrément de laboratoires chargés des analyses officielles en matière de protection des eaux de surface et des eaux potabilisables contre la pollution

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface;

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, notamment l'article 19;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 22 octobre 1987 fixant les conditions d'agrément de laboratoires chargés des analyses officielles en matière de protection des eaux de surface contre la pollution;

Vu l'avis de la Commission consultative des eaux de surface;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que l'état des eaux potabilisables impose que les mesures de protection contre la pollution soient appliquées sans délai et qu'à cet effet il importe que les laboratoires agréés pour les analyses officielles puissent exercer leurs activités sans retard;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté on entend par :

« Ministre » : Le membre de l'Exécutif régional wallon qui a l'eau dans ses attributions.

« Décret du 7 octobre 1985 » : Le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

« Décret du 30 avril 1990 » : le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables.

Art. 2. Pour obtenir l'agrément visé à l'article 67, § 1^{er} du décret du 7 octobre 1985 et à l'article 19, alinéas 2 et 3 du décret du 30 avril 1990, les laboratoires doivent être situés en Région wallonne et répondre aux conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 3. Il y a trois catégories d'agréments :

Catégorie A : analyses physico-chimiques;

Catégorie B : analyses hydrobiologiques et microbiologiques (bactériologiques et virologiques);

Catégorie C : analyses organiques spécifiques et toxicologiques.

Une liste des analyses qui composent ces catégories est reprise en annexe I.

Art. 4. La demande d'agrément est adressée à la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'eau. Elle est accompagnée des renseignements suivants :

1° l'identité de la personne physique ou le statut juridique de la personne morale exploitant le laboratoire pour lequel l'agrément est demandé;

2° le domicile ou les sièges social et administratif du demandeur ainsi que le siège d'exploitation du laboratoire;

3° le nom, la profession et la fonction de la personne qui assume la direction effective du laboratoire;

4° une liste des membres du personnel chargés des analyses, avec indication de leurs qualifications professionnelles;

5° une description des locaux, du matériel, de l'appareillage scientifique et de la documentation dont dispose le laboratoire;

6° la ou les catégories pour lesquelles l'agrément est demandé. La Division de l'eau transmet, dans le mois de la réception de la demande, copie de celle-ci au laboratoire de référence afin d'entamer la procédure prévue à l'article 6.

Art. 5. L'Institut scientifique de Service public à Liège est désigné comme laboratoire de référence pour les agréments des catégories A et C.

L'Institut d'Hygiène et d'Epidémiologie à Bruxelles est désigné comme laboratoire de référence pour les agréments de la catégorie B.

Ces deux instituts sont dénommés ci-après « laboratoires de référence ».

Art. 6. 1. Le demandeur fera l'analyse de trois échantillons-types pour chaque catégorie pour laquelle l'agrément est sollicité. Les échantillons-types sont délivrés par le laboratoire de référence désigné par l'article 5, lequel indique la ou les méthodes analytiques normalisées à suivre.

Les résultats des analyses ne pourront présenter de marges d'erreurs supérieures à celles fixées par le laboratoire de référence.

2. Si les résultats des analyses ne sont pas satisfaisants, le demandeur procède, dans un délai de trois mois, à l'analyse de trois nouveaux échantillons-types délivrés par le laboratoire de référence.

3. Si les nouveaux résultats d'analyses ne sont pas satisfaisants, le demandeur procède à une analyse de trois autres échantillons-types délivrés par le laboratoire de référence.

Un double de ces échantillons-types sera transmis pour examen contradictoire à un laboratoire expert situé en Région wallonne et désigné par le laboratoire de référence.

Un procès-verbal sera établi par le laboratoire de référence et le laboratoire expert.

4. Si les résultats des analyses ne sont pas satisfaisants, l'agrément est refusé. Une nouvelle demande ne peut être introduite qu'après un délai de trois ans qui court à dater du procès-verbal établi à l'occasion de la troisième analyse.

5. Les frais résultant de la procédure d'agrément sont à charge du demandeur.

Art. 7. L'agrément est délivré par le Ministre. Il vaut pour une période de cinq ans.

La demande de renouvellement doit être établie au plus tard trois mois avant l'expiration du terme. Jusqu'à ce qu'il ait été statué sur cette demande suivant la procédure prévue à l'article 4, le laboratoire agréé peut continuer à effectuer des analyses.

Art. 8. En ce qui concerne les analyses demandées par la Région wallonne, tout laboratoire agréé est tenu :

1° d'envoyer à la Division de l'eau une copie de chaque protocole d'analyse rédigé suivant les directives de ladite Division ainsi qu'un rapport indiquant la méthode d'analyse utilisée;

2° de tenir à jour un registre des analyses mentionnant les opérations effectuées ainsi que les résultats obtenus;

3° de tenir à jour une comptabilité séparée relative aux analyses effectuées;

4° de permettre aux agents de la Division de l'eau d'accéder aux locaux du laboratoire et de consulter tous les documents se rapportant aux analyses et à la comptabilité;

5° de se conformer aux instructions publiées par l'Institut belge de normalisation et aux directives de la Division de l'eau en ce qui concerne les conditions et les méthodes d'analyse et la rédaction des protocoles s'y rapportant;

6° de ne pas communiquer à des tiers ni publier sans autorisation du Ministre les résultats des analyses;

7° d'informer la Division de l'eau de toute modification concernant les renseignements communiqués dans la demande d'agrément.

Art. 9. Tout laboratoire agréé est tenu d'effectuer des prélèvements et analyses demandés par les autorités judiciaires et par les agents habilités à cette fin par le Ministre conformément à l'article 68 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution et à l'article 18 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables.

Art. 10. Les frais d'analyse et de prélèvements sont établis sur la base des tarifs figurant à l'annexe II.

Ceux-ci sont adaptés, le 1^{er} janvier de chaque année, en fonction de l'indice des prix à la consommation à partir de l'indice applicable au 1^{er} janvier 1988.

Lors de demandes d'analyse de plusieurs échantillons pouvant être effectués simultanément, les tarifs sont réduits comme suit :

10 % de réduction du deuxième au cinquième échantillon,

20 % de réduction du cinquième au dixième échantillon,

30 % de réduction pour plus de dix échantillons.

Art. 11. Les campagnes d'analyse demandées par le Ministre feront l'objet de contrats qui en régleront les modalités et le financement.

Art. 12. En cas de transmission du laboratoire agréé à une autre personne physique ou morale, ou en cas de fusion ou d'absorption de la personne morale à laquelle l'agrément a été délivré, la demande doit être renouvelée.

Cette demande devra être conforme aux prescriptions des articles 4 et 6.

Dans ces cas, le délai pour introduire la demande est de trois mois.

Si la demande n'est pas introduite dans ce délai, l'agrément est retiré par le Ministre. L'arrêté de retrait est notifié à l'intéressé et publié par extrait au *Moniteur belge*.

Art. 13. § 1^{er}. L'agrément peut être retiré en tout ou en partie par le Ministre, provisoirement ou définitivement lorsque :

1° les informations transmises conformément à l'article 4 et à l'article 8, 7° ne correspondent pas à la situation réelle;

2° les dispositions des articles 8 et 9 ne sont pas respectées;

3° les résultats d'analyse sont systématiquement contestables.

§ 2. Avant le retrait de l'agrément, le laboratoire intéressé reçoit un avertissement par lettre recommandée; il est invité à faire valoir ses moyens de défense dans un délai d'un mois.

§ 3. L'arrêté de retrait est motivé. Il est notifié à l'intéressé et est publié au *Moniteur belge* par extrait.

Art. 14. La liste des laboratoires agréés est publiée annuellement au *Moniteur belge*.

Art. 15. Les laboratoires de référence peuvent obtenir l'agrément pour leurs laboratoires situés en Région wallonne sans devoir satisfaire aux conditions prévues par le présent arrêté.

Dans ce cas, ils ne sont tenus de respecter que les obligations mentionnées à l'article 8, 1° et 2°.

Art. 16. Sont agréés au sens du présent arrêté, les laboratoires agréés en vertu de l'arrêté du 22 octobre 1987 fixant les conditions d'agrément de laboratoires chargés des analyses officielles en matière de protection des eaux de surface contre la pollution.

Art. 17. L'arrêté du 22 octobre 1987 fixant les conditions d'agrément de laboratoires chargés des analyses officielles en matière de protection des eaux de surface contre la pollution est abrogé.

Art. 18. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 19. Le Ministre qui a l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 25 octobre 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

Annexe I

Catégories d'agrément

Catégorie A : analyses physico-chimiques

Température
pH
Conductivité
Matières en suspension 105°C
Matières sédimentables
Turbidité
Matières sèches
Résidu sec
Granulométrie
Oxygène
Chlorures
Sulfates
Fluorures
Cyanures
Nitrates
Nitrites
Azote ammoniacal
Azote Kjeldahl
Orthophosphates
Phosphore total
Dureté totale
Alcalinité (TAM-TAP)
CO₂
Sulfures
Silicium Si
Calcium Ca
Magnésium Mg
Sodium Na
Potassium K
Aluminium Al
Fer Fe
Manganèse Mn
Cuivre Cu
Zinc Zn
Cobalt Co
Baryum Ba
Arsenic As
Cadmium Cd
Chrome Cr
Mercure Hg
Nickel Ni
Plomb Pb
Argent Ag

Font également partie :

Demande biochimique en oxygène BOD
Demande chimique en oxygène COD
Carbone organique total TOC
Carbone organique dissous DOC
Oxydabilité au KMnO₄
Indice phénol
Détergents anioniques MBAS
Matières extractibles à l'éther de pétrole

Catégorie B : analyses hydrobiologiques et microbiologiques

Chlorophylle
 Indice biotique par macro-invertébrés
 Toxichromo-test
 Test de toxicité par Brachydanio 96h
 Test de toxicité par Daphnies 48h
 Germes thermosensibles :
 — recherche des coliformes fécaux
 — recherche des streptocoques
 — comptage des germes sur milieu spécifique
 Recherche de staphylocoques
 Recherche et identification d'autres germes pathogènes

Catégorie C : analyses organiques spécifiques et toxicologiques

Composés organohalogenés AOX
 Composés organohalogenés extrac-
 tibles EOX
 Composés organohalogenés vola-
 tils VOX
 Hydrocarbures apolaires (IR-CCl₄)
 Hydrocarbures apolaires sur
 échantillon complémentaire
 Pesticides organochlorés
 — eau de surface
 — eau de distribution
 PCB (Biphényles polychlorés)
 — eau de surface
 — eau de distribution
 PAK
 Hydrocarbures aromatiques polycycliques
 — eau de surface
 — eau de distribution
 THM dans l'eau de distribution
 Hydrocarbures halogènes volatils
 Hydrocarbures aromatiques mono-
 cycliques
 Hydrocarbures volatils.
 Autres déterminations par CG ou HPLC (accord préalable)
 Identification des fractions
 Spectrométrie de masse

Annexe II

Tarifs des analyses d'échantillons d'eau

I. Chimie inorganique — paramètres physico-chimiques

	Prix de base FB	Service public FB
Température	120	100
pH	120	100
Conductivité	120	100
Matières en suspension 105° C	360	290
Matières sédimentables	200	160
Turbidité	300	240
Oxygène	300	240
Chlorures	500	400
Sulfates	500	400
Fluorures	500	400
Cyanures	1 100	880
Nitrates	500	400
Nitrites	500	400
Azote ammoniacal	500	400
Azote Kjeldahl	850	680
Orthophosphates	500	400
Phosphore total	850	680
Dureté totale	360	290
Alcalinité (TAM-TAP)	750	600
CO ₂	360	290
Sulfures	420	340
Silicium	420	340
Calcium	650	520
Magnésium	650	520
Sodium	650	520

		Prix de base FB	Service public FB
Potassium	K	650	520
Aluminium	Al	1 100	880
Fer	Fe	650	520
Manganèse	Mn	650	520
Cuivre	Cu	650	520
Zinc	Zn	650	520
Cobalt	Co	650	520
Baryum	Ba	650	520
Arsenic	As	1 100	880
Cadmium	Cd	1 100	880
Chrome	Cr	650	520
Mercure	Hg	1 100	880
Nickel	Ni	650	520
Plomb	Pb	650	520
Argent	Ag	650	520

II. Chimie organique — paramètres aspécifiques

		Prix de base FB	Service public FB
Demande biochimique en oxygène	BOD	750	600
Demande chimique en oxygène	COD	850	680
Carbone organique total	TOC	200	160
Carbone organique dissous	DOC	300	240
Oxydabilité au KMnO ₄		500	400
Indice phénol		1 100	880
Détergents anioniques	MBAS	5 000	4 000
Matières extractibles à l'éther de pétrole		1 000	800
Composés organochlorogénés	AOX	5 000	4 000
Composés organochlorogénés extractibles	EOX	5 000	4 000
Composés organochlorogénés volatils	VOX	1 000	800
Hydrocarbures apolaires (IR-CCl ₄)		2 000	1 800
Hydrocarbures apolaires sur échantillon complémentaire		1 000	800

III. Chimie organique — paramètres spécifiques

	Prix de base FB	Service public FB	Remarques
Pesticides organochlorés			
— eau de surface	13 000	9 000	1. 2.
— eau de distribution	5 000	4 000	1.
PCB (Biphényles polychlorés)			
— eau de surface	12 000	8 500	3. 4.
—	7 000	3 500	3. 5.
— eau de distribution	5 000	4 000	4.
—	2 500	2 000	5.
PAK			
Hydrocarbures aromatiques polycycliques			
— eau de surface	11 000	8 000	6.
— eau de distribution	5 000	4 000	6.
THM dans l'eau de distribution	5 000	4 000	

1. Analyse standard : aldrine, dieldrine, endrine, DDD, DDE, DDT, HCB.
2. Le calcul du prix pour la détermination d'un composé spécifique est établi comme suit : 5 000 F par échantillon auxquels s'ajoutent 1 000 F par identification qualitative et/ou supplémentaire; plafonné à 20 000 F; pour les services publics, respectivement 500 F par échantillon et 500 F par composé supplémentaire avec un maximum de 12 000 F.
3. Pour les sept composés types.
4. Lorsqu'il n'y a pas de détermination de pesticides organochlorés sur le même échantillon.
5. Lorsqu'il y a détermination de pesticides organochlorés sur le même échantillon.
6. Les « 6 de Borneff ».

	Prix de base BF	Service public BF	Remarques
Hydrocarbures halogènes volatils	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
par composant		par composant	
max.		max.	
analyse complète	15 000	9 000	
Hydrocarbures aromatiques mono-	5 000	4 000	
cycliques			
	+	+	
	1 000	500	
par composant		par composant	
Hydrocarbures volatils			
Autres déterminations par CG ou	5 000	4 000	
HPLC (accord préalable)			
	+	+	
	1 000	500	
par composant		par composant	
Identification des fractions	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
par référence		par référence	si fourniture de la référence
	5 000	4 000	
par échantillon supplé-		par échantillon supplé-	sans fourniture de la référence
mentaire	10 000	8 000	
	+	+	
	5 000	4 000	
par échantillon supplé-		par échantillon supplé-	
mentaire		mentaire	
Spectrométrie de masse			Prix minimum de 30 000 F (services publics : 24 000 F) et après accord

IV. Paramètres hydrobiologiques-bactériologie

	Prix de base FB	Service public FB
Chlorophylle	1 000	800
Indice biotique par macro-inverté-	10 000	8 000
brés		
Toxichromo-test	4 000	3 200
Test de toxicité par Brachydanio	12 000	10 000
96h		
Test de toxicité par Daphnies 48 h	12 000	10 000
Germes thermosensibles	690	550
Recherche des coliformes fécaux	532	430
Recherche des streptocoques	690	550
Comptage des germes sur milieu	690	550
spécifique		
Recherche de staphylocoques	620	500
Recherche et identification		
d'autres germes pathogènes	(accord préalable)	

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 25 octobre 1990 fixant les conditions d'agrément de laboratoires chargés des analyses officielles en matière de protection des eaux de surface et des eaux potabilisables contre la pollution.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux,
des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. VAN der BIEST

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 91 — 1214

25. OKTOBER 1990. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den offiziellen Untersuchungen hinsichtlich des Schutzes des Oberflächenwassers und des aufbereitbaren Wassers gegen die Verschmutzung beauftragt sind

Aufgrund des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers;

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser, insbesondere des Artikels 19;

Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 22. Oktober 1987 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den offiziellen Untersuchungen hinsichtlich des Schutzes des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung beauftragt sind;

Aufgrund des Gutachtens des beratenden Ausschusses für den Schutz des Oberflächenwassers;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

In der Erwägung, daß die Maßnahmen zum Schutz gegen die Verschmutzung aufgrund des Zustands des aufbereitbaren Wassers unverzüglich angewandt werden müssen, und daß es zu diesem Zweck wichtig ist, daß die für die offiziellen Untersuchungen zugelassenen Labore ihre Tätigkeiten sofort ausüben können;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

« Minister » : das Mitglied der Wallonischen Regionalexekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört;

« Dekret vom 7. Oktober 1985 » : das Dekret vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung.

« Dekret vom 30. April 1990 » : das Dekret vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitem Wasser.

Art. 2. Um die in Artikel 67, § 1 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 und in Artikel 19, Absatz 2 und 3 des Dekrets vom 30. April 1990 erwähnte Zulassung zu erhalten, müssen die Labore in der Wallonischen Region gelegen sein und die im vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen erfüllen.

Art. 3. Es gibt drei Zulassungskategorien :

Kategorie A : physikochemische Untersuchungen;

Kategorie B : hydrobiologische und mikrobiologische Untersuchungen (bakteriologische und virologische Untersuchungen);

Kategorie C : toxikologische und spezifische organische Untersuchungen.

Eine Liste der Untersuchungen, die diese Kategorien bilden, befindet sich in Anlage I.

Art. 4. Der Zulassungsantrag wird bei der Generaldirektion der Naturschätze und der Umwelt, Abteilung für Wasser, gestellt.

Folgende Auskünfte werden dem Antrag beigefügt :

1. die Identität der natürlichen Person oder die Rechtsstellung der juristischen Person, die das Labor, dessen Zulassung beantragt wird, betreibt;

2. der Wohnsitz oder der Gesellschafts- und Verwaltungssitz des Antragstellers sowie der Betriebssitz des Labors;

3. der Name, der Beruf und die Funktion der Person, die das Labor tatsächlich leitet;

4. eine Liste der mit den Untersuchungen beauftragten Personalmitglieder mit Angabe ihrer beruflichen Qualifikation;

5. eine Beschreibung der Räume, des Materials, der wissenschaftlichen Apparatur und der Dokumentation, über die das Labor verfügt;

6. die Kategorie(n), für die die Zulassung beantragt wird. Innerhalb eines Monats des Empfangs des Antrags übermittelt die Abteilung für Wasser dem Richtlabor eine Kopie dieses Antrags, um das in Artikel 6 vorgesehene Verfahren einzuleiten.

Art. 5. Das wissenschaftliche Institut öffentlicher Dienststelle in Lüttich wird als Richtlabor für die Zulassungen der Kategorien A und C bestimmt.

Das Institut für Hygiene und Epidemiologie in Brüssel wird als Richtlabor für die Zulassungen der Kategorie B bestimmt.

Beide Instituten werden nachstehend « Richtlabore » genannt.

Art. 6. 1. Der Antragsteller untersucht drei Musterproben für jede Kategorie, für die die Zulassung beantragt wird. Die Musterproben werden vom durch Artikel 5 bestimmten Richtlabor geliefert, welches die anzuwendende(n) genommene(n) analytische(n) Methode(n) angibt.

Die Ergebnisse der Untersuchungen dürfen die vom Richtlabor festgelegten Fehlergrenze nicht überschreiten.

2. Wenn die Ergebnisse der Untersuchungen unbefriedigend sind, nimmt der Antragsteller innerhalb drei Monate die Untersuchung von drei neuen vom Richtlabor gelieferten Musterproben vor.

3. Wenn die neuen Ergebnisse der Untersuchungen unbefriedigend sind, nimmt der Antragsteller eine Untersuchung von drei anderen vom Richtlabor gelieferten Musterproben vor.

Ein zweites Exemplar dieser Musterproben wird einem in der Wallonischen Region gelegenen und vom Richtlabor bestimmten Fachlabor zur Gegenprobe zugeschickt.

Ein Protokoll wird vom Richtlabor und vom Fachlabor aufgestellt.

4. Wenn die Ergebnisse der Untersuchungen unbefriedigend sind, wird die Zulassung verweigert. Ein neuer Antrag kann nur nach einer Frist von drei Jahren gestellt werden, die an dem bei der dritten Untersuchung aufgestellten Protokoll gilt.

5. Die durch das Zulassungsverfahren entstandenen Kosten gehen zu Lasten des Antragstellers.

Art. 7. Die Zulassung wird vom Minister erteilt. Sie gilt für eine Zeitspanne von fünf Jahren.

Der Erneuerungsantrag muß spätestens drei Monate vor Ablauf der Frist gestellt werden. Das zugelassene Labor kann weiterhin Untersuchungen ausführen, bis über diesen Antrag nach dem in Artikel 4 vorgesehenen Verfahren befunden worden ist.

Art. 8. In bezug auf die von der Wallonischen Region angeforderten Untersuchungen muß jedes zugelassene Labor :

1. der Abteilung für Wasser eine Kopie von jedem nach den Anweisungen der besagten Abteilung aufgestellten Untersuchungsbericht sowie einen Bericht über die angewandte Untersuchungsmethode zuschicken;

2. ein Register über die Untersuchungen führen, in dem die ausgeführten Arbeitsvorgänge sowie die Ergebnisse vermerkt werden;

3. eine getrennte Buchführung über die ausgeführten Untersuchungen halten;

4. den Bediensteten der Abteilung für Wasser erlauben, die Räume des Labors zu betreten und alle Dokumenten bezüglich der Untersuchungen und der Buchführung einzusehen;

5. sich an die vom Belgischen Normungsinstitut veröffentlichten Anweisungen und an die Richtlinien der Abteilung für Wasser in bezug auf die Bedingungen und die Methoden der Untersuchung und die Abfassung der diesbezüglichen Berichte halten;

6. sich dazu verpflichten, keiner Drittperson die Ergebnisse der Untersuchungen mitzuteilen und sie auch nicht ohne Erlaubnis des Ministers zu veröffentlichen;

7. die Abteilung für Wasser über jegliche Änderung betreffend die im Zulassungsantrag mitgeteilten Auskünfte informieren.

Art. 9. Jedes zugelassene Labor muß die Probeentnahmen und Untersuchungen ausführen, die von den Gerichtsbehörden und von den Bediensteten, die gemäß Artikel 88 des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung und Artikel 18 des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von aufbereitablem Wasser zu diesem Zweck vom Minister befugt worden sind, angefordert werden.

Art. 10. Die Kosten für die Untersuchung und die Probeentnahmen werden auf der Grundlage der in Anlage II angegebenen Tarife festgelegt.

Diese werden am 1. Januari eines jeden Jahres aufgrund des Indexes der Verbraucherpreise ab dem am 1. Januar 1988 angewandten Index angepaßt.

Wenn die Untersuchung mehrerer Proben, die gleichzeitig ausgeführt werden können, angefordert wird, werden die Tarife wie folgt herabgesetzt :

10 % Ermäßigung von der zweiten bis zur fünften Probe,

20 % Ermäßigung von der fünften bis zur zehnten Probe,

30 % Ermäßigung ab 10 Proben.

Art. 11. Die vom Minister angeforderten Untersuchungskampagnen bilden den Gegenstand von Verträgen, die deren Modalitäten und Finanzierung regeln.

Art. 12. Im Falle einer Übertragung des zugelassenen Labors an eine natürliche oder juristische Person oder im Falle einer Fusion oder einer Übernahme der juristischen Person, der die Zulassung erteilt worden ist, muß der Antrag erneuert werden.

Dieser Antrag muß den Vorschriften der Artikel 4 und 6 entsprechen.

In diesen Fällen ist die Frist für die Einreichung des Antrags auf drei Monate festgelegt.

Wenn der Antrag nicht innerhalb dieser Frist gestellt worden ist, wird die Zulassung vom Minister zurückgezogen. Der Beschluß wird dem Betroffenen zugestellt und auszugsweise in *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 13. § 1. Der Minister kann die Zulassung ganz oder teilweise, provisorisch oder endgültig zurückziehen, wenn :

1. die gemäß Artikel 4 und Artikel 8 Punkt 7 übermittelten Auskünfte der Wirklichkeit nicht entsprechen;

2. die Bestimmungen der Artikel 8 und 9 nicht eingehalten werden;

3. die Untersuchungsergebnisse systematisch bestreitbar sind.

§ 2. Vor dem Entzug der Zulassung wird dem betreffenden Labor eine Mahnung per Einschreiben zugestellt; es wird aufgefordert, seine Argumente innerhalb eines Monats vorzubringen.

§ 3. Der Beschluß über den Entzug wird begründet. Er wird dem Betroffenen zugestellt und auszugsweise im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 14. Die Liste der zugelassenen Labore wird jährlich im *Belgisches Staatsblatt* veröffentlicht.

Art. 15. Die Richtlabore können die Zulassung für ihre in der Wallonischen Region gelegenen Labore erhalten, ohne die im vorliegenden Erlaß vorgesehenen Bedingungen erfüllen zu müssen.

In diesem Fall müssen sie nur die Artikel 8 Punkt 1 und Punkt 2 erwähnten Verpflichtungen einhalten.

Art. 16. Die Labore, die aufgrund des Erlasses vom 22. Oktober 1987 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den offiziellen Untersuchungen hinsichtlich des Schutzes des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung beauftragt sind, zugelassen sind, werden im Sinne des vorliegenden Erlasses zugelassen.

Art. 17. Der Erlass vom 22. Oktober 1987 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den Offiziellen Untersuchungen hinsichtlich des Schutzes des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung beauftragt sind, wird aufgehoben.

Art. 18. Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgisches Staatsblatt* in Kraft.

Art. 19. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namür, den 25. Oktober 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME.

Der Minister der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,
A. VAN der BIEST

Anlage I

Zulassungskategorien

Kategorie A : physikochemische Untersuchungen

Temperatur	
pH	
Leitfähigkeit	
Schwebestoffe 105° C	
Sinkstoffe	
Trübung	
Trockensubstanzen	
Trocknungsrückstand	
Kornaufbau	
Sauerstoff	
Chloride	
Sulfate	
Fluoride	
Cyanide	
Nitrate	
Nitrite	
Ammoniakstickstoff	
Stickstoff durch Kjeldahlmethode	
Orthophosphate	
Gesamthosphor	
Gesamthärte	
Alkalität (MAT-PAT)	
CO ₂	
Sulfide	
Silicium	Si
Calcium	Ca
Magnesium	Mg
Natrium	Na
Kalium	K
Aluminium	Al
Eisen	Fe
Mangan	Mn
Kupfer	Cu
Zink	Zn
Cobalt	Co
Barium	Ba
Arsen	As
Cadmium	Cd
Chrom	Cr
Quecksilber	Hg
Nickel	Ni
Blei	Pb
Silber	Ag
Gehören ebenfalls dazu :	
Biochemischer Sauerstoffbedarf	BSB
Chemischer Sauerstoffbedarf	CSB
Gesamter organischer Kohlenstoff- gehalt	TOC
Gelöster organischer Kohlenstoff	DOC
KMnO ₄ - Verbrauch	
Phenolzahl	
Anionische Waschmittel	MBAS
Mit Gasolin extrahierbare Stoffe	

Kategorie B : hydrobiologische und mikrobiologische Untersuchungen

Chlorophyll
 Bioindiz durch Makroinvertebrate
 Toxichromotest
 Toxizitätstest durch Brachydanio 96h
 Toxizitätstest durch Daphnies 48h
 Wärmeempfindliche Keime :
 — Ermittlung der fäkalen Colibakterien
 — Ermittlung der Streptokokken
 — Zählung der Keime auf spezifischem Milieu
 Ermittlung von Staphylokokken
 Ermittlung und Nachweis anderer krankheitserregender Keime

Kategorie C : spezifische organische und toxikologische Untersuchungen

Organohalogenhaltige Verbindungen AOX
 Extrahierbare Organohalogenhaltige Verbindungen BOX
 Volatile Organohalogenhaltige Verbindungen VOX
 Apolare Kohlenwasserstoffe (IR-CC1)
 Apolare Kohlenwasserstoffe auf zusätzlicher Probe
 Organochlorhaltige Pestizide
 — Oberflächenwasser
 — Leitungswasser
 PCB (Polychlorbiphenyl)
 — Oberflächenwasser
 — Leitungswasser
 PAK
 Polyzyklische aromatische Kohlenwasserstoffe
 — Oberflächenwasser
 — Leitungswasser
 THM im Leitungswasser
 Volatile Halogenkohlenwasserstoffe
 Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe
 Volatile Kohlenwasserstoffe
 Andere Bestimmungen durch CG oder HPLC (vorherige Genehmigung)
 Nachweis der Fraktionen
 Massenspektrometrie

Anlage II

Tarife für die Untersuchungen von Wasserproben

I. Anorganische Chemie — physikochemische Parameter

	Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Temperatur	120	100
pH	120	100
Leitfähigkeit	120	100
Schwebestoffe 105° C	360	290
Sinkstoffe	200	160
Trübung	300	240
Sauerstoff	300	240
Chloride	500	400
Sulfate	500	400
Fluoride	500	400
Cyanide	1 100	880
Nitrate	500	400
Nitrite	500	400
Ammoniakstickstoff	500	400
Stickstoff durch Kjeldahlmethode	850	680
Orthophosphate	500	400
Gesamtphosphor	850	680
Gesamthärte	360	290
Alkalität (MAT-PAT)	750	600
CO ₂	360	290
Sulfide	420	340
Silicium	1 100	880
Calcium	650	520
Magnesium	650	520

		Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Natrium	Na	650	520
Kalium	K	650	520
Aluminium	Al	1 100	880
Eisen	Fe	650	520
Mangan	Mn	650	520
Kupfer	Cu	650	520
Zink	Zn	650	520
Cobalt	Co	650	520
Barium	Ba	650	520
Arsen	As	1 100	880
Cadmium	Cd	1 100	880
Chrom	Cr	650	520
Quecksilber	Hg	1 100	880
Nickel	Ni	650	520
Blei	Pb	650	520
Silber	Ag	650	520

II. Organische Chemie — unspezifische Parameter

		Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Biochemischer Sauerstoffbedarf	BSB	750	600
Chemischer Sauerstoffbedarf	CSB	850	680
Gesamter organischer Kohlenstoff- gehalt	TOC	200	160
Gelöster organischer Kohlenstoff- gehalt	DOC	300	240
KMnO ₄ — Verbrauch		500	400
Phenolzahl		1 100	880
Anionische Waschmittel	MBAS	5 000	4 000
Mit Gasolin extrahierbare Stoffe		1 000	800
Organohalogenhaltige Verbindungen	AOX	5 000	4 000
Extrahierbare Organohalogenhaltige Verbindungen	EOX	5 000	4 000
Volatile Organohalogenhaltige Verbindungen	VOX	1 000	800
Apolare Kohlenwasserstoffe (IR-CCl ₄)		2 000	1 800
Apolare Kohlenwasserstoffe auf zusätzlicher Probe		1 000	800

III. Organische Chemie — spezifische Parameter

	Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF	Bemerkungen
Organochlorhaltige Pestizide			
— Oberflächenwasser	13 000	9 000	1. 2.
— Leitungswasser	5 000	4 000	1.
PCB (Polychlorbiphenyl)			
— Oberflächenwasser	12 000	8 500	3. 4.
—	7 000	3 500	3. 5.
— Leitungswasser	5 000	4 000	4.
—	2 500	2 000	5.
PAK			
Polyzyklische aromatische Kohlen- wasserstoffe			
— Oberflächenwasser	11 000	8 000	6.
— Leitungswasser	5 000	4 000	6.
THM im Leitungswasser	5 000	4 000	

1. Genormte Untersuchung : Aldrin, Dieldrin, Endrin, DDD, DDE, DDT, HCB.
2. Der Preis für die Bestimmung einer spezifischen Verbindung wird wie folgt berechnet : 5 000 BF pro Probe plus 1 000 BF pro zusätzlichen qualitativen und/oder quantitativen Nachweis, begrenzt auf 20 000 BF; für die öffentlichen Dienste : jeweils 500 BF pro Probe und 500 BF pro zusätzliche Verbindung mit einem Höchstbeitrag von 12 000 BF).
3. Für die sieben Musterverbindungen.
4. Wenn keine Bestimmung von organochlorhaltigen Pestiziden auf derselben Probe vorgenommen wird.
5. Wenn eine Bestimmung von organochlorhaltigen Pestiziden auf derselben Probe vorgenommen wird.
6. Die « 6 von Borneff ».

	Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF	Bemerkungen
Volatile Halogenkohlenwasserstoffe	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
pro Komponente Max.		pro Komponente Max.	
vollständige Untersuchung	15 000	9 000	
Monozyklische aromatische Kohlenwasserstoffe	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
pro Komponente		pro Komponente	
Volatile Kohlenwasserstoffe			
Andere Bestimmungen durch CG oder HPLC (vorherige Genehmigung)	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
pro Komponente		pro Komponente	
Nachweis der Fraktionen	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
pro Bezugseinheit		pro Bezugseinheit	mit Übermittlung der Bezugseinheit
	5 000	4 000	
pro zusätzliche Probe		pro zusätzliche Probe	ohne Übermittlung der Bezugseinheit
	10 000	8 000	
	+	+	
	5 000	4 000	
pro zusätzliche Probe		pro zusätzliche Probe	
Massenspektrometrie	.	.	Mindestpreis von 30 000 BF (öffentliche Dienste : 24 000 BF) und nach Genehmigung

IV. Hydrobiologische Parameter — Bakteriologie

	Grundpreis BF	Öffentlicher Dienst BF
Chlorophyll	1 000	800
Bioindiz durch Makroinvertebrate	10 000	8 000
Toxichromotest	4 000	3 200
Toxizitätstest durch Brachydanio 96h	12 000	10 000
Toxizitätstest durch Daphnies 48 h	12 000	10 000
Wärmeempfindliche Keime	690	550
Ermittlung der fäkalen Colibakterien	532	430
Ermittlung der Streptokokken	690	550
Zählung der Keime auf spezifischem Milieu	690	550
Ermittlung von Staphylokokken	620	500
Ermittlung und Nachweis anderer krankheitserregender Keime	(vorherige Genehmigung)	

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 25. Oktober 1990 zur Festlegung der Bedingungen für die Zulassung von Laboren, die mit den offiziellen Untersuchungen hinsichtlich des Schutzes des Oberflächenwassers und des aufbereitbaren Wassers gegen die Verschmutzung beauftragt sind, beigelegt zu werden.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,
B. ANSELME

Der Minister der Wallonischen Region für die Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, den Bezuschussten Arbeiten und dem Wasser,
A. VAN der BIEST

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 91 — 1214

25 OKTOBER 1990. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyses inzake bescherming van het oppervlaktewater en van het water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden tegen de verontreiniging

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden, inzonderheid op artikel 19;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 2 oktober 1987 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyses inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging;

Gelet op het advies van de Adviescommissie voor Oppervlaktewater;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de stand van het water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden, oplegt dat beschermingsmaatregelen tegen de verontreiniging onverwijld worden toegepast en dat het daartoe van belang is dat de laboratoria erkend voor de officiële analyses onverwijld hun activiteiten kunnen uitoefenen;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water voor het Waalse Gewest,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« Minister » : het lid van de Waalse Gewestexecutieve tot wiens bevoegdheid het water behoort;

« Decreet van 7 oktober 1985 » : het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging.

« Decreet van 30 april 1990 » : het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden.

Art. 2. Om de in artikel 67, § 1, van het decreet van 7 oktober 1985 en in artikel 19, leden 2 en 3, van het decreet van 30 april 1990, bedoelde erkenning te krijgen, moeten de laboratoria in het Waalse Gewest worden gevestigd en aan de door dit besluit vastgestelde voorwaarden voldoen.

Art. 3. Er zijn drie categorieën erkenningen :

categorie A : fysische-chemische analyses;

categorie B : hydrobiologische en microbiologische (bacteriologische en virologische) analyses;

categorie C : bijzondere organische en toxicologische analyses.

Een lijst van de analyses welke die categorieën vormen, wordt aangegeven in bijlage I.

Art. 4. De aanvraag tot erkenning wordt ingediend bij de Algemene Directie Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu — Afdeling Water. De volgende inlichtingen worden erbij gevoegd :

1° de identiteit van de natuurlijke persoon of het rechtsstatuut van de rechtspersoon die het laboratorium waarvoor de erkenning wordt gevraagd, exploiteert;

2° de woonplaats of de administratieve- en sociale zetels van de aanvrager evenals de exploitatiezetel van het laboratorium;

3° de naam, het beroep en de funktie van de persoon die werkelijk de leiding van het laboratorium heeft;

4° een lijst van de leden van het personeel belast met de analyses, met aanduiding van hun beroepsbekwaamheid;

5° een beschrijving van de lokalen, het materiaal, de wetenschappelijke apparatuur en van de documentatie waarover het laboratorium beschikt;

6° de categorie(ën) waarvoor de erkenning wordt gevraagd.

De Afdeling Water stuurt, binnen de maand na ontvangst van de aanvraag, een afschrift ervan aan het referentielaboratorium ten einde de in artikel 6 bedoelde procedure aan te vatten.

Art. 5. Het « Institut scientifique de Service Public » te Luik, wordt aangewezen als referentielaboratorium voor de erkenningen van de categorieën A en C.

Het Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie te Brussel wordt aangewezen als referentielaboratorium voor de erkenningen van categorie C.

Die twee instituten worden hierna volgend « referentielaboratoria » genaamd.

Art. 6. 1. De aanvrager zal overgaan tot de analyse van drie standaardmonsters voor iedere categorie waarvoor de erkenning gevraagd wordt. De standaardmonsters worden afgeleverd door het in artikel 5 aangewezen referentielaboratorium welke de te volgen genormaliseerde analysemethode(n) aangeeft.

De resultaten van die analyses zullen geen vergissingsmarge hoger dan die vastgesteld door het referentielaboratorium mogen tonen.

2. Indien de resultaten van de analyses onvoldoende zijn, gaat de aanvrager, binnen een termijn van drie maanden, over tot de analyse van drie nieuwe standaardmonsters afgeleverd door het referentielaboratorium.

3. Indien de nieuwe resultaten van de analyses onvoldoende zijn, gaat de aanvrager over tot een analyse van drie andere standaardmonsters afgegeven door het referentielaboratorium.

Het dubbele van die standaardmonsters zal overgegeven worden voor tegenstrijdig analyse aan een deskundig laboratorium gevestigd in het Waalse Gewest en aangewezen door het referentielaboratorium.

Het referentielaboratorium en het deskundig laboratorium maken een protocol op.

4. Wanneer de resultaten van de analyses onvoldoende zijn, wordt de erkenning geweigerd. Een nieuwe aanvraag kan enkel ingediend worden na een termijn van drie jaar te rekenen van het ter gelegenheid van de derde analyse opgemaakte protocol.

5. De kosten met betrekking tot de erkenningsprocedure komen ten laste van de aanvrager.

Art. 7. De erkenning wordt toegekend door de Minister. Haar geldigheidsduur bedraagt vijf jaar.

De hernieuwingsaanvraag moet uiterlijk drie maanden vóór het verstrijken van de termijn worden ingediend. Het erkende laboratorium kan tot analyses overgaan totdat het, volgens de in artikel 4 voorziene procedure, over deze aanvraag wordt beslist.

Art. 8. Voor wat de door het Waalse Gewest gevraagde analyses betreft, moet elk erkend laboratorium :

1° aan de Afdeling Water een afschrift van elk analyseprotocol opgemaakt overeenkomstig de voorschriften van deze Afdeling, alsmede een verslag dat de gebruikte analysemethode vermeldt, zenden;

2° een register van de analyses bijhouden waarin de uitgevoerde operaties, alsmede de bekomen resultaten worden vermeld;

3° een afzonderlijke boekhouding met betrekking tot de uitgevoerde analyses bijhouden;

4° de ambtenaren van de Afdeling Water toelaten, toegang tot de lokalen van het laboratorium te hebben en alle documenten betreffende de analyses en de boekhouding in te zien;

5° de door het Belgisch Instituut voor Normalisatie uitgegeven voorschriften en de richtlijnen van de Afdeling Water inzake voorwaarden, analysemethoden en het opmaken van de protocollen die erop betrekking hebben, in acht nemen;

6° zich ertoe verbinden de resultaten van de analyses niet aan derden mee te delen noch die resultaten zonder machtiging van de Minister bekend te maken;

7° aan de Afdeling Water van elke wijziging betreffende de in de erkenningsaanvraag meegeleverde inlichtingen kennis geven.

Art. 9. Ieder erkend laboratorium wordt gehouden tot het verrichten van monsternemingen en analyses gevraagd door de rechterlijke overheid en de ambtenaren daarvoor bevoegd door de Minister overeenkomstig artikel 68 van het decreet van 7 oktober 1985 inzake de bescherming van het oppervlaktewater tegen verontreiniging en artikel 18 van het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden.

Art. 10. De analyse- en monsternemingskosten zijn vastgesteld op basis van de in bijlage II aangegeven tarieven.

Deze worden aangepast ieder jaar op 1 januari naar verhouding van het indexcijfer der consumptieprijzen vanaf het indexcijfer toepasselijk op 1 januari 1988.

Bij aanvragen voor analyse van verschillende monsters welke gelijktijdig verricht kunnen worden, worden de tarieven als volgt verminderd :

10 % vermindering van het 2° tot het 5° monster,

20 % vermindering van het 5° tot het 10° monster,

30 % vermindering vanaf 10 monsters.

Art. 11. De door de Minister gevraagde analysecampagnes zullen het doel zijn van contracten welke de modaliteiten en de financiering ervan zullen regelen.

Art. 12. In geval van overdraging van het erkend laboratorium aan een andere natuurlijke of rechtspersoon, of in geval van fusie of opslorping van de rechtspersoon waaraan de erkenning toegekend werd, moet de aanvraag vernieuwd worden.

Deze aanvraag zal moeten overeenstemmen met de voorschriften van artikelen 4 en 6.

In deze gevallen, bedraagt de termijn om de aanvraag in te dienen drie maanden.

Indien de aanvraag niet binnen deze termijn is ingediend, wordt de erkenning door de Minister ingetrokken. Het intrekingsbesluit wordt aan de belanghebbende betekend en bekendgemaakt per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 13. § 1. De erkenning kan geheel of gedeeltelijk door de Minister ingetrokken worden, voorlopig of definitief indien :

1° de overeenkomstig artikel 4 en artikel 8, 7°, meegeleverde inlichtingen niet met de werkelijke toestand overeenstemmen;

2° de voorschriften van de artikelen 8 en 9 niet nageleefd worden;

3° de resultaten van de analyse systematisch betwistbaar zijn.

§ 2. Voor de intrekking van de erkenning krijgt het betrokken laboratorium een waarschuwing bij aangetekende brief; het wordt uitgenodigd zijn verweermiddelen binnen een termijn van één maand te doen gelden.

§ 3. Het intrekingsbesluit is met redenen omkleed. Het wordt betekend aan de belanghebbende en bekendgemaakt per uittreksel in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. De lijst van de erkende laboratoria verschijnt jaarlijks in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 15. De referentielaboratoria kunnen de erkenning van hun in het Waalse Gewest gevestigde laboratoria bekomen zonder zij aan de in dit besluit voorziene voorwaarden moeten voldoen.

In dit geval moeten ze enkel de in artikel 8, 1° en 2° vermelde verplichtingen in acht nemen.

Art. 16. Worden erkend in de zin van dit besluit, de laboratoria erkend krachtens het besluit van 22 oktober 1987 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyses inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging.

Art. 17. Het besluit van 22 oktober 1987 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyse inzake bescherming van het oppervlaktewater tegen de verontreiniging wordt opgeheven.

Art. 18. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 19. De Minister tot wiens bevoegdheid het water behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 25 oktober 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,
B. ANSELME.

De Minister van Binnenlandse Zaken belast met Lokale Besturen,
Gesubsidieerde Werken en Water,
A. VAN der BIEST.

Bijlage I

Erkenningscategoriën

Categorie A : fysische-scheikundige analyses

Temperatuur	
pH	
Geleidend vermogen	
Stoffen in suspensie 105° C	
Bezinkbare stoffen	
Troebelheid	
Droge stoffen	
Droog bezinksel	
Granulometrie	
Zuurstof	
Chloriden	
Sulfaten	
Fluoriden	
Cyaniden	
Nitraten	
Nitriten	
Ammoniakale stikstof	
Kjeldahl-stikstof	
Orthofosfaten	
Totaal fosfaat	
Totale hardheid	
Alkaliteit (TAM-TAP)	
CO ₂	
Sulfiden	Si
Silicium	Ca
Calcium	Mg
Magnesium	Na
Natrium	K
Kalium	Al
Aluminium	Fe
IJzer	Mn
Mangaan	Cu
Koper	Zn
Zink	Co
Kobalt	Ba
Barium	As
Arsenicum	Cd
Kadmium	Cr
Chromium	Hg
Kwik	Ni
Nikkel	Pb
Lood	Ag
Zilver	
Maken eveneens deel uit :	
Biochemisch zuurstofverbruik	BOD
Chemisch zuurstofverbruik	COD
Totaal organisch koolstof	TOC
Opgelost organisch koolstof	DOC
Oxydeerbaarheid met KMnO ₄	
Fenolindex	
Anionische reinigingsmiddelen	MBAS
Stoffen extraheerbaar met petroleumether	

Categorie B : hydrobiologische en microbiologische analyses

Chlorofiel
 Biotisch index per macro-ongewerveld dier
 Toxichromo-test
 Toxiciteitstest bij middel van Brachydanio 96 u
 Toxiciteitstest bij middel van Daphniae 48 u
 Kiemen gevoelig voor warmte :
 — opzoeking van coli faecali
 — opzoeking van streptococci
 — telling van kiemen op specifiek milieu
 Opzoeking van staphylococci
 Opzoeking en identiteitsvaststelling van andere ziektekiemen

Categorie C : bijzondere organische en toxicologische analyses

Organische halogeenverbindingen AOX
 Extraheerbare organische halogeenverbindingen EOX
 Vluchtige organische halogeenverbindingen VOX
 Apolaire koolwaterstoffen (IR-CCI₄)
 Apolaire koolwaterstoffen op bijkomend monster
 Organochloorpesticiden
 — oppervlaktewater
 — distributiewater
 PCB (Polychlorobifenyleen)
 — oppervlaktewater
 — distributiewater
 PAK
 Polycyclische aromatische koolwaterstoffen
 — oppervlaktewater
 — distributiewater
 THM in het distributiewater
 Vluchtige halogeenkoolwaterstoffen
 Monocyclische aromatische koolwaterstoffen
 Vluchtige koolwaterstoffen
 Andere vaststellingen bij middel van CG of HPLC (voorafgaande instemming)
 Identiteitsvaststelling van de gedeelten
 Massaspectrometrie

Bijlage II

Tarieven van de analyses van watermonsters

I. Inorganische scheikunde — fysische-scheikundige parameters

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Temperatuur	120	100
pH	120	100
Geleidend vermogen	120	100
Stoffen in suspensie 105° C	380	290
Bezinkbare stoffen	200	160
Troebelheid	300	240
Zuurstof	300	240
Chloriden	500	400
Sulfaten	500	400
Fluoriden	500	400
Cyaniden	1 100	880
Nitraten	500	400
Nitriten	500	400
Ammoniakale stikstof	500	400
Kjeldahl-stikstof	850	680
Orthofosfaten	500	400
Totaal fosfaat	850	680
Totale hardheid	380	290
Alkaliteit (TAM-TAP)	750	600
CO ₂	380	290
Sulfiden	420	340
Silicium	1 100	880
Calcium	650	520
Magnesium	650	520
Natrium	650	520
Kalium	650	520

		Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Aluminium	Al	1 100	880
Ijzer	Fe	650	520
Mangaan	Mn	650	520
Koper	Cu	650	520
Zink	Zn	650	520
Kobalt	Co	650	520
Barium	Ba	650	520
Arsenicum	As	1 100	880
Kadmium	Cd	1 100	880
Chromium	Cr	650	520
Kwik	Hg	1 100	880
Nikkel	Ni	650	520
Lood	Pb	650	520
Zilver	Ag	650	520

II. Organische scheikunde — specifieke parameters

		Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Biochemisch zuurstofverbruik	BOD	750	600
Chemisch zuurstofverbruik	COD	850	680
Totaal organisch koolstof	TOC	200	160
Opgelost organisch koolstof	DOC	300	240
Oxydeerbaarheid met KMnO ₄		500	400
Fenolindex		1 100	880
Anionische reinigingsmiddelen	MBAS	5 000	4 000
Stoffen extraheerbaar met petroleumether		1 000	800
Organische halogeenverbindingen	AOX	5 000	4 000
Extraheerbare organische halogeenverbindingen	EOX	5 000	4 000
Vluchtige organische halogeenverbindingen	VOX	1 000	800
Apolaire koolwaterstoffen (IR-CCl ₄)		2 000	1 800
Apolaire koolwaterstoffen op bijkomend monster		1 000	800

III. Organische scheikunde — specifieke parameters

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF	Opmerkingen
Organochloorpesticiden			
— oppervlaktewater	13 000	9 000	1. 2.
— distributiewater	5 000	4 000	1.
PCB (Polychlorobifenylen)			
— oppervlaktewater	12 000	8 500	3. 4.
—	7 000	3 500	3. 5.
— distributiewater	5 000	4 000	4.
—	2 500	2 000	5.
PAK			
Polycyclische aromatische koolwaterstoffen			
— oppervlaktewater	11 000	8 000	6.
— distributiewater	5 000	4 000	6.
THM in het distributiewater	5 000	4 000	

1. Standaard analyse : aldrin, dieldrin, endrin, DDD, DDE, DDT, HCB.
2. De berekening van de prijs voor de vaststelling van een specifieke verbinding wordt vastgesteld als volgt : 5 000 Fr per monster waar 1 000 Fr bijkomt per kwalitatieve en/of bijkomende kwantitatieve identiteitsvaststelling, beperkt tot 20 000 F; voor de openbare diensten, respectievelijk 500 F per monster en 500 F per bijkomende verbinding met een maximum van 12 000 F.
3. Voor de zeven type-verbindingen.
4. Indien er geen vaststelling van organochloorpesticiden op hetzelfde monster is.
5. Indien er vaststelling van organochloorpesticiden op hetzelfde monster is.
6. De « 6 van Bornieff ».

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF	Opmerkingen
Vluchtige halogeenwaterstoffen	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
per bestanddeel		per bestanddeel	
max.		max.	
Volledige analyse	15 000	9 000	
Monocyclische aromatische koolwaterstoffen	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
per bestanddeel		per bestanddeel	
Vluchtige koolwaterstoffen			
Andere vaststellingen bij middel van CG of HPLC (voorafgaande instemming)	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	500	
per bestanddeel		per bestanddeel	
Identiteitsvaststelling van de gedeelten	5 000	4 000	
	+	+	
	1 000	1 000	
per referentie		per referentie	indien levering van de referentie
	5 000	4 000	
per bijkomend monster		per bijkomend monster	zonder levering van de referentie
	10 000	8 000	
	+	+	
	5 000	4 000	
per bijkomend monster		per bijkomend monster	
Massaspectrometrie	.	.	Minimumprijs van 30 000 F (openbare diensten : 24 000 F) en na instemming

IV. Hydrobiologische-bacteriologische parameters

	Basisprijs BF	Openbare dienst BF
Chlorofiel	1 000	800
Biotisch index per macro-ongewerveld dier	10 000	8 000
Toxichromo-test	4 000	3 200
Toxiciteitstest bij middel van Brachydanio 96 u	12 000	10 000
Toxiciteitstest bij middel van Daphniae 48 u	12 000	10 000
Kiemen gevoeling voor warmte	890	550
Opzoeking van coli faecali	532	430
Opzoeking van streptococci	890	550
Telling van kiemen op specifiek milieu	890	550
Opzoeking van staphylococci	820	500
Opzoeking en identiteitsvaststelling van andere ziektekiemen	(voorafgaande instemming)	

Gezien om bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 25 oktober 1990 tot vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van de laboratoria belast met de officiële analyses inzake bescherming van het oppervlaktewater en van het water dat tot drinkbaar water kan verwerkt worden tegen de verontreiniging gevoegd te worden.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met Economie, K.M.O.'s en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van Binnenlandse Zaken, belast met Lokale Besturen,
Gesubsidieerde Werken en Water,

A. VAN der BIEST